

Développement rural au Cameroun: Et si les paysans le concevaient autrement?

Nyemba Ambela Jean*

Abstract: There is a fundamental divergence between state initiated rural development projects and the vision of development by the peasantry. For the latter development means the well-being of people in harmony with the natural and social environment. As a country wide study of Cameroon underscores, thus far, most development projects in Africa have failed to sustain such a harmony. Irrespective of the strategies employed and the degree of success or failure, the net results are the same: destruction of the production and the modes of reproduction of rural communities and pauperization of the peasantry. Presently, the systematic withdrawal of the state as a response to the crisis has exacerbated these problems. It is impossible to do without agriculture but it is not the only investment priority. Thus the question that ought to be addressed is what type of rural development for Africa of the 21st century?

Introduction

Le développement rural, un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre, un sujet sur lequel développeurs, décideurs et chercheurs continuent à confronter leurs idées, un sujet sur lequel chacun a eu quelque chose à dire, expert ou non, pourvu qu'il soit investi d'un peu de pouvoir.

Le développement rural, un sujet sur lequel beaucoup de gens ont dit quelque chose, sauf les paysans, mais aussi, un sujet sur lequel il n'y a jusque là pas eu de vrai consensus, s'agissant de l'idéologie, de la stratégie et du résultat.

Cet article apporte une contribution à la réflexion sur le développement rural. Il ne cherche pas à donner une nouvelle définition du concept, celles déjà proposées étant suffisamment acceptées malgré quelques points de divergence. Seulement, un effort est fait pour présenter le point de vue des paysans, interrogés à travers les dix provinces du Cameroun: Adamaoua, Centre, Est, Littoral, Ouest, Nord, Nord-Ouest, Extrême-Nord, Sud-Ouest et Sud.

Cet article essaye globalement de répondre aux questions suivantes:

- 1) Qu'est-ce qui caractérise les approches au développement rural, tel que conçu et mené par les organismes de développement?

2) Qu'y a-t-il de particulier dans la vision du développement rural tel que perçu par les paysans eux-mêmes?

Les questions posées ci-dessus sont analysées à travers des expériences de développement rural et, notamment des exemples camerounais.

Dans la plupart des pays d'Afrique et au Cameroun notamment, aucun consensus ne semble s'être dégagé soit des visions, soit des approches du développement rural, déjà entre décideurs, ensuite entre décideurs et opérateurs économiques. Evidemment, il ne serait pas juste de nier systématiquement toutes les bonnes intentions derrière les actions des uns et des autres pour venir en aide aux pays du continent africain. Malgré les efforts louables déployés, ce qui résulte des divers programmes de développement, indépendamment de succès sporadiques enregistrés çà et là, ce sont des machines et bâtiments éparpillés à travers les campagnes. Bunch (1982) signale que le spectacle désolant que l'on observe à la fin de chaque projet de développement dans le tiers-monde est toujours le même: de la ferraille issue de dons bien intentionnés, éparpillée et en cours de dégradation d'une région à une autre. Bunch dit ceci: j'ai vu personnellement des tracteurs par douzaines, sans compter des charrues, des cultivateurs, des générateurs, des vanneurs, des pompes, des moulins qui n'ont jamais été réparés après la première panne. J'ai vu çà et là des silos modernes qui n'ont jamais rien stocké, des semences qui n'ont jamais été ni utilisées, ni consommées, des animaux à haute performance offerts gracieusement, et qui ont tout de suite été abattus pour la viande ou alors revendus à vil prix par les villageois, et enfin des plants de fruitiers ou d'arbres à replanter qui ont crevé dans des sachets plastiques sans avoir été transplantés.

En fait, ce qui n'est souvent pas pris en compte, on ne cessera de le signaler, c'est que les villageois ont leur propre vision du changement, du développement car, au cours des siècles, au cours des générations, ils ont développé de grandes capacités de production et de reproduction.

Les tiers-mondistes s'accordent à admettre que le savoir et le savoir-faire des paysans peut constituer un énorme potentiel pour le développement rural, s'il est intégré à sa juste valeur dans les processus de planification et d'exécution des programmes. Seulement, ce qu'il faut tout de suite noter, c'est le manque de précision quant à la manière d'intégrer effectivement ce potentiel et le niveau auquel il doit être intégré. Il y a donc unanimité sur la stratégie mais un vide apparent quant à la procédure.

Les nouvelles technologies offertes à travers les projets de développement peuvent empêcher les paysans de voir la nécessité de résoudre leurs propres problèmes. Les dons divertissent l'attention face aux problèmes démographiques, institutionnels ou politiques qui posent souvent de vrais obstacles à tout effort de développement, et tôt ou tard, finissent toujours par jaillir.

En plus des problèmes évoqués ci-dessus, les dons cachent ou occultent l'indifférence de la population cible vis-à-vis de certains programmes d'intervention. Enfin, les dons ne sont pas favorables à l'effet multiplicateur d'un programme.

En effet, dans le processus d'adoption des idées nouvelles, les paysans réalisent que ce qu'ils font n'est pas justifié par une motivation profonde, ils ne le disséminent pas chez les voisins.

Cette attitude qui consiste à vouloir entraîner les paysans dans des projets qui ne les convainquent pas a souvent été qualifié de paternalisme. Elle appelle un certain nombre de remarques: (1) à vouloir faire des choses pour les paysans, on n'aboutit jamais à des résultats durables, car dès que les encadreurs s'éloignent, le programme s'arrête aussitôt parce que les aides ne sont plus octroyées; (2) quand on fait des choses pour les paysans, on les rend dépendants et incapables de prendre des initiatives. A cet effet, il n'est pas surprenant de s'entendre dire: *s'il vous plaît donnez-nous ceci ou cela, et nous ferons le travail demandé*; (3) en général, faire tout pour les paysans les amène à ne plus se préoccuper de résoudre leurs problèmes, si le programme les résout à leur place.

2. Le développement rural dans la littérature et les expériences vécues

Dans cette section, la discussion porte sur: (1) les caractéristiques des approches au développement rural; (2) les approches au développement rural dans quelques projets au Cameroun et; (3) les hypothèses minimales qui en découlent. Elle essaye essentiellement de caractériser les approches du développement rural telles que conçues et menées par les organismes de développement.

2.1. Les caractéristiques des approches au développement rural

Différentes écoles de pensée ont influencé les approches du développement rural, tel a été le cas des approches traditionalistes, progressivistes, et technologiques. Chacun de ces courants est basé sur des hypothèses, des suppositions et des interprétations causales à partir d'expériences accumulées, et quelquefois appuyées par des études empiriques.

Le fait qu'une institution financière souscrive à telle ou telle école a des implications sur les stratégies. Ces stratégies peuvent essayer de réduire autant que possible les questions soulevées en relation avec des problèmes tels l'impact du projet sur l'environnement, les options méthodologiques, et les activités de développement. Des fois lorsque ces questions sont ignorées, il y a comme une tentative délibérée d'exclusion et d'effacement de la mémoire qui aboutit soit à la mise en place de nouvelles approches même là où les vieilles ont fait leurs preuves.

Outre toutes ces considérations d'ordre méthodologique, les organismes de développement agissent conformément aux directives des institutions financières et politiques au niveau international, et les bouledogues de

l'administration. La tendance générale compte tenu des échéances est donc, au niveau des bailleurs de fonds, de développer et de mettre en place des programmes qui ne répondent à rien d'autre qu'à la logique interne de leurs institutions, sur la base des besoins identifiés à travers des études sur les sites où les projets doivent être menés

Globalement, les études menées dans différents pays du monde suggèrent que les approches ou les stratégies du développement rural peuvent être groupées en trois catégories suivant un continuum qui comprend: (1) l'approche participative connue chez les anglo-saxons comme le "process approach"; (2) l'approche du courtier encore appelée le "broker approach"; et (3) l'exhibitionnisme connu comme le "blueprint approach". Evidemment, cette liste n'est pas exhaustive, mais elle permet de mieux situer la discussion.

S'agissant de l'approche participative, l'idée de base qui sous-tend cette stratégie est que toute intervention dans un milieu donné doit partir des réalités de ce milieu, c'est-à-dire des points forts et des points faibles des bénéficiaires et des réalités de leur environnement. Ceci suppose donc la participation effective de la population cible à la prise de décision et à l'octroi des moyens. Pour les agents extérieurs, il s'agit de comprendre la place réelle de la communauté concernée dans la localité et les relations de pouvoir mises en jeu.

Sur la base d'expériences vécues, l'approche participative suppose qu'il existe des moyens pour collecter l'information utile visant à susciter la participation de la population cible à dégager des ressources, à développer des techniques et des capacités de management. Le point de départ de cette approche est l'établissement d'un dialogue avec la population locale pour générer des idées sur ce qui doit être fait et comment le faire. De cette façon des informations fiables sont obtenues sur la population cible et son environnement. Les données obtenues permettent en plus de mettre en évidence certaines différences entre la population locale et les développeurs, s'agissant de la perception, de la compréhension, des opinions et des suggestions. Les points forts et les faiblesses dans les capacités locales de management peuvent aussi être identifiés.

La logique de l'approche participative veut donc que l'on commence à petite échelle avec des technologies adaptées ou adaptables aux réalités locales, afin de mieux répondre aux besoins des cultivateurs.

De façon générale, il est conseillé, dans l'approche participative, beaucoup de patience, de flexibilité, d'imagination de la part des agents de développement, et en même temps une certaine volonté de participer et de dégager des ressources de la part de la population cible.

L'approche du courtier quant à elle, est basée sur la nécessité de lier les paysans et cultivateurs qui veulent développer leur communauté, mais man-

quent de moyens, à des opérateurs économiques au niveau national, ou à des niveaux plus élevés.

Le rôle du courtier est très délicat compte tenu du fait qu'il doit arbitrer les conflits, tout en s'assurant que les intérêts des uns et des autres sont préservés. Le courtier fonctionne donc aux niveaux local et extra-local, il peut être assimilé à un individu ou à une institution qui assure la liaison décrite ci-dessus et facilite l'accès aux ressources qui ne seraient pas disponibles autrement.

Au niveau individuel, le rôle de courtier a souvent été joué par un prêtre, un camionneur, un volontaire du progrès, etc. Sur le plan institutionnel, le rôle de courtier peut être joué par un organisme de développement, une école locale, ou une association villageoise. Ces portraits permettent de distinguer l'approche participative de celle du courtier, où, les besoins, les potentialités, et les objectifs de développement sont identifiés et communiqués aux individus qui veulent développer la communauté. Pour ce qui est de l'approche du courtier, la pertinence des problèmes identifiés et des actions à mener dépendra en grande partie de la capacité du courtier, du leader ou de l'institution à les adapter aux conditions locales et aux potentialités réelles. Le courtier appartient souvent à une institution. Il y a donc risque que les décisions souvent très ambitieuses prises au niveau du village ne soient pas prises en compte par l'institution à laquelle le courtier appartient à cause des divergences possibles au niveau des stratégies, des actions à mener, des ressources à dégager et du partage des bénéfices.

Enfin, s'agissant de l'exhibitionnisme comme approche du développement, l'accent est mis sur un plan d'activités très détaillé avant son exécution. Les éléments principaux de cette approche sont : le transfert d'une technologie bien connue, la création d'institutions au dessus du niveau local, et la dépense des fonds conformément à des règles bien établies. L'exhibitionnisme est une approche très réglementée, c'est-à-dire qu'elle est essentiellement basée sur l'appréciation de l'expert s'agissant de la faisabilité technique, institutionnelle, et de la capacité de gestion d'un projet. Sur la base des études de faisabilité, et la définition des buts à court terme et à long terme, les technologies, les activités sont choisies, et les ressources nécessaires sont estimées. Les unes et les autres sont en suite liées logiquement dans la réalisation des objectifs fixés par le projet. Cette approche suppose donc que le développement rural est une science, qui se répète, avec de légères modifications, n'importe où dans le monde.

Etant donné que les gouvernements, les organisations financières et les organisations non gouvernementales sont toujours préoccupés de démontrer au public leur efficacité dans la gestion des ressources, le critère d'efficacité devient très important dans leur évaluation. En d'autres termes, l'approche exhibitionniste recherche la réalisation la plus grandiose pour chaque dollar déboursé.

Dans l'approche exhibitionniste, une enclave du projet est créée pour assurer son succès. Fondamentalement, les activités sont planifiées par les développeurs, et menées par les développeurs, pour le bénéfice de la population cible. Evidemment, l'expertise locale est marginalisée au même titre que l'administration locale, malgré le fait qu'elles contribuent souvent à la mise en place de ces projets. Elles ne sont donc utilisées que pour légitimer ces projets.

La liste des approches présentée ci-dessus relève d'un certain nombre de faits caractéristiques. L'un d'eux c'est que quel que soit le projet, quelle que soit l'approche utilisée, il y a très souvent confrontation entre les développeurs et les paysans. Ces confrontations se manifestent à plusieurs niveaux notamment : au niveau de la vision du développement donc de l'idéologie, au niveau de la technologie, au niveau des actions à mener, et au niveau du partage des bénéfices. Les confrontations mentionnées ci-dessus seront analysées dans le cadre de trois projets au Cameroun : la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture à Yagoua (SEMRY), la Société de Développement de la Zone du Haut-Nkam (SODENKAM) et les Zones d'Action Prioritaire et Intégrée de l'Est Cameroun (ZAPIEST). L'accent sera mis sur le contrôle des facteurs de production, de la technologie et des produits.

2.2. Les approches du développement rural dans quelques projets au Cameroun

Les projets SEMRY, SODENKAM, et ZAPIEST sont basés sur des approches: dirigistes (SEMRY), du courtier (SODENKAM) et participative (ZAPIEST). L'intérêt de ces projets est que au-delà des différences stratégiques et indépendamment des cultures dans lesquelles ces projets s'insèrent, les interactions entre développeurs et paysans produisent toujours les mêmes effets s'agissant du contrôle des facteurs de production, de la technologie et des bénéfices.

Le cas de la SEMRY

D'après Tchala Abina (1982), l'installation de la SEMRY à Yagoua, comme une Société chargée de développer la production de riz, des suites de l'effort du gouvernement camerounais d'assurer une certaine autosuffisance alimentaire dans le pays, avait conduit à la mise sur pied d'une structure qui avait affecté l'accès aux facteurs de production, les pratiques culturelles, les rendements et la distribution des revenus au niveau des paysans.

S'agissant du contrôle des ressources, le résultat du développement d'un vaste périmètre irrigué avait permis à la structure de développement (la SEMRY) de contrôler l'accès à la terre et à l'eau. Les producteurs à encadrer étaient choisis saisonnièrement par la structure sur la base de ses propres critères, et la distribution de l'eau dans les parcelles cultivées était faite suivant un calendrier établi par la SEMRY à sa propre convenance.

La structure de développement dans ce cas, contrôle tous les moyens de production à l'exception des instruments aratoires fabriqués par les paysans eux-mêmes. Les équipements lourds (tracteurs, charrues) utilisés dans la préparation du sol, les pesticides et le savoir-faire technique étaient tous contrôlés par la structure de développement. Ce contrôle avait culminé avec l'introduction du repiquage à la place du semis à la volée, pratiquée traditionnellement par les paysans.

Dans ce cas particulier de la SEMRY, le seul facteur de production contrôlé par le paysan était sa seule force de travail. Et même à ce niveau, il se posait toujours le problème de savoir quoi faire d'autre en dehors de la production de riz. Ceci était illustré par une stricte réglementation de la pisciculture dans les casiers irrigués. Enfin, pour ce qui était du contrôle du produit, l'emprise de la SEMRY était encore prépondérante. En effet, c'était la SEMRY qui déterminait ce qui était destiné à la consommation locale, quand vendre, où, et à quel prix.

Jusqu'en 1987, d'après Engola (1992), le producteur de riz dans la plaine du Logone (zone d'intervention de la SEMRY) n'avait ni accès directe, ni au marché des facteurs de production, ni à celui des produits finis. Pour les paysans, dans la pratique de la riziculture intensive, l'Etat s'est interposé entre le marché des facteurs et les paysans d'une part, entre ceux-ci et le marché des produits d'autre part.

Le riziculteur n'étant donc pas soumis aux aléas du marché des produits finis. Pour le paddy, il bénéficiait de la garantie d'achat de la totalité de sa production ainsi qu'une garantie de prix. Ces prix (pour le riz, une culture vivrière) étaient comme ceux des produits de rente, fixés par un arrêté ministériel au début de la campagne rizicole. Le prix du paddy d'après Engola (1992) était un élément central de la rémunération des paysans. Il déterminait le niveau du coût des facteurs de production, la valeur totale du paddy livré par le paysan, et donc son niveau de revenu monétaire. Il faut noter tout de suite que même à ce niveau, le revenu du paysan était lui quasi déconnecté du marché du riz. En somme, on peut considérer que la reproduction du riziculteur avait été assurée par une régulation étatique, de 1970 jusqu'en 1987.

Avec la raréfaction de ses ressources financières à partir de 1987, l'Etat ne pouvait plus soutenir artificiellement les producteurs de la SEMRY.

L'ajustement structurel a donné le coup de grâce à ce système. Et ce sont les bailleurs de fonds qui veulent imposer leurs solutions : tentative de liquidation par la Banque mondiale depuis 1983, négociation avec succès pour un désengagement progressif de l'Etat par la CEE et la Coopération française.

Le monopole d'achat du paddy a été supprimé par la SEMRY en 1989. Dès 1990, le prix garanti a été supprimé. Les paysans doivent vendre leur production et s'acquitter de la redevance (coût des services fournis par la

SEMRY: labour, eau, intrants) en espèces. Ils peuvent aussi s'approvisionner en facteurs de production sur le marché. Par ailleurs, au lieu de deux cycles de culture par an, les équipements de la SEMRY ne permettent plus que la pratique d'un cycle. La SEMRY a été également amenée à transférer aux paysans des opérations telles : la préparation des pépinières, la gestion du réseau secondaire d'irrigation. Cette situation soulève donc en définitive beaucoup de questions, et notamment celle cruciale de savoir si le paysan peut survivre au désengagement de l'Etat, son engagement dans la culture intensive du riz s'étant fait depuis plus de vingt ans au détriment des réalités de son milieu, au détriment de la réalité du marché, et au détriment de ses besoins réels.

Le cas de la SODENKAM

Dans le cadre du projet SODENKAM (un projet de colonisation dans la zone de Yabassi), la promesse d'octroyer des titres fonciers aux pionniers en vue du contrôle des terres que ces derniers devraient mettre en valeur avait été faite officiellement, mais le projet n'a pas pu la réaliser. Des raisons socio-politiques expliquent cette défaillance.

La distribution des parcelles aux pionniers se faisait de façon autocratique, sans tenir compte de la fertilité différentielle des terres ainsi octroyées. Si la SODENKAM n'avait rien fait pour corriger cette injustice qui créait de grandes disparités entre les pionniers, elle punissait par contre sévèrement ceux des pionniers qui essayaient de résoudre ce problème eux-mêmes.

S'agissant du contrôle des moyens de production, et de la main-d'oeuvre, les termes ne sont pas définis clairement. En fait, l'approvisionnement en équipements, intrants agricoles, et l'information technique, devraient être sous la responsabilité de la structure de développement (la SODENKAM), mais en réalité, à part les outils et les intrants agricoles, la performance de la structure avait été en général malheureuse. Les pionniers s'approvisionnaient ainsi sur d'autres sources pour satisfaire leurs besoins en matériel végétal par exemple, et essentiellement sur leur expérience traditionnelle pour cultiver leurs champs.

Pour ce qui était de l'encadrement, la structure de développement n'était par en mesure de mener un programme bien élaboré. Ces défaillances internes avaient à bien des égards affecté l'objectif de départ qui était d'amener chaque pionnier à mettre en valeur un demi-hectare de terrain additionnel chaque année, comme condition préalable à leur recrutement.

Les rendements, les surfaces mises en valeur d'après une évaluation interne menée par la structure étaient très en dessous de ce qui avait été prévu, si un programme plus rigoureux avait été mis sur pied.

Enfin, s'agissant du contrôle des produits, il n'y avait pas de règle fixe dans les textes créant la SODENKAM. Néanmoins, malgré les changements constamment observés dans les relations entre la structure et les pionniers, celle-ci contrôlait systématiquement toutes les opérations de commercialisa-

tion des produits à l'exception du cacao qui relevait des attributions de la SOCOOPED. Mais la SODENKAM elle aussi favorisait plus la commercialisation des cultures de rente que celle des cultures vivrières. A cause des conflits internes au niveau de la structure, le gouvernement avait dû intervenir pour apaiser les tensions s'agissant de la commercialisation du café qui était de loin l'opération la plus importante dans la zone. Ceci avait évité des revendications incontrôlables dans les communautés pionnières.

Aujourd'hui, la SODENKAM a été liquidée par le gouvernement. Les pionniers qui s'étaient installés à Yabassi y sont toujours, sans titres fonciers pour les terrains qu'ils avaient occupés, et en conflit permanent avec les autochtones. Entre temps, les prix du café et du cacao ont chuté de plus de moitié au niveau du producteur. Une fois encore, idéologie, technologie et partage des bénéfices ont été divergents entre structure de développement et paysans. Les paysans au bout de la chaîne ont été abandonnés à leur propre sort.

Le cas des ZAPIEST

Il s'agit d'une histoire identique à celle de la SEMRY et de la SODENKAM. Le projet ZAPIEST était le tout premier projet de développement rural intégré initié par le gouvernement camerounais. Il avait pour objectifs principaux: de promouvoir le développement agricole dans la province de l'Est, et d'améliorer la participation paysanne dans ce processus.

Dans la poursuite de ces deux objectifs, le projet ZAPIEST avait établi des relations spécifiques avec les paysans en termes: de contrôle des ressources, des moyens de production, de la main-d'oeuvre et, des produits.

La terre, le seul facteur critique dans ce projet, était contrôlée par les paysans et gérée de façon traditionnelle. S'agissant des moyens de production (approvisionnement en intrants d'une part, et savoir-faire technique d'autre part), le projet jouait un rôle important dans l'approvisionnement. Pour l'utilisation des intrants, le projet encadrait seulement les paysans à travers les conseils prodigués, la promesse de rendements meilleurs et de grands revenus, qui étaient les seules forces incitatrices à leur adoption.

Les tentatives du projet pour encourager la participation des paysans se heurtait aussi à des problèmes énormes surtout en production vivrière, domaine dans lequel il manquait systématiquement de messages techniques à diffuser.

Pour s'assurer le contrôle de la main-d'oeuvre en vue de la réalisation de certains objectifs du projet, celui-ci a eu recours à la promotion des organisations villageoises. Dans ces organisations le contrôle social se faisait entre membres à travers le groupe, qui s'assurait que l'individu s'associait à la réalisation de certains objectifs, surtout dans la production des cultures dites de rente (café et cacao).

Enfin, pour ce qui est du contrôle du produit, le projet ZAPIEST avait un monopole absolu sur la commercialisation des produits de rente, dans le

souci de protéger les producteurs contre les commerçants privés, et, surtout pour récupérer les crédits à la production accordés aux paysans. En définitive, malgré le fait qu'il y ait toujours eu concertation entre les autorités du projet et les paysans quant à la façon de recouvrer les crédits à la production, la décision s'agissant de l'utilisation des bénéfices découlant des différentes opérations de commercialisation était prise unilatéralement par les autorités du projet.

Depuis 1987, le projet ZAPIEST a été liquidé par le gouvernement et ses avoirs ont été légués à l'Union des Coopératives de la Province de l'Est (UCAEST) créée en remplacement de cette structure la même année. Entre temps, les prix du cacao et du café aux producteurs ont chuté, décourageant toute velléité de continuer à produire chez le paysan. L'UCAEST, depuis sa création, ne fait pas parler d'elle, laissant les paysans aux abois.

Dans les trois projets résumés ci-dessus, certains faits peuvent être mis en évidence: (1) les projets sont initiés d'en haut pour résoudre les problèmes des paysans; (2) le but visé est souvent de mettre en place dans une communauté, une structure qui contrôle les facteurs de production (terre, main-d'oeuvre, capital), la technologie et le partage des bénéfices; une structure qui opère dans le cadre d'une idéologie clairement définie d'en haut et où les intérêts du projet sont préservés; (3) la vision et la définition du développement sont très limitées et ne concernent que l'augmentation du revenu *ceteris paribus*, au détriment des autres aspects de la vie en milieu rural, et au détriment même des relations sociales de production qui se sont établies entre les différents acteurs sociaux au sein des communautés. Des hypothèses logiques peuvent donc être formulées, à ce niveau, compte tenu de ces constatations.

2.3. Hypothèses retenues

Elles sont les suivantes :

- 1 - le bien-être matériel et moral sont deux notions inséparables dans la vision du développement chez les paysans. Ces deux notions associent aussi bien l'équilibre avec l'environnement que l'harmonie avec le groupe social de référence;
- 2 - l'agriculture occupe une place importante dans la vie de l'individu. Elle associe production vivrière et production de rente, mais n'aliène fondamentalement l'individu ni de son milieu social, ni de son environnement naturel. Elle n'est pas une priorité d'investissement;
- 3 - le développement et la famine ne sont pas incompatibles. L'un ne se console pas sans l'autre. Toute tendance à la limitation des naissances est donc regardée avec suspicion.

Les hypothèses énumérées ci-dessus vont servir de base pour répondre à la question de savoir: qu'y a-t-il de particulier dans la vision du développement rural tel que perçu par les paysans eux-mêmes?

3. Le développement rural vu par les paysans

3.1. Méthodologie

Huit cent cinquante six (856) paysans ont été interrogés dans 107 villages choisis dans les 10 provinces du Cameroun à savoir : l'Adamaoua, le Centre, l'Est, l'Extrême-Nord, l'Ouest, le Nord, le Nord-Ouest, le Littoral, le Sud et le Sud-Ouest. Les enquêtes étaient menées par 107 étudiants de la 1^{ère} promotion des ingénieurs agronomes de l'Institut National de Développement Rural (INADER), du Centre Universitaire de Dschang (CUDS) au Cameroun. Les 107 villages choisis correspondaient donc aux villages d'origine des 107 étudiants qui menaient les enquêtes.

Sur le plan méthodologique, le choix des villages est un choix raisonné, il n'est pas forcément représentatif de l'ensemble des villages des 10 provinces du Cameroun. Cependant, l'avantage de ce choix est qu'il a permis d'éviter les blocages dus à la langue, facilitant ainsi les échanges entre enquêteurs et paysans, et il a permis de réduire au strict minimum le coût des enquêtes (aucun budget n'avait été alloué à ce travail).

L'échantillon

Chaque étudiant-enquêteur devait interroger 8 paysans dans le village où il avait choisi de travailler. Des indications précises permettaient une sélection de façon à avoir dans l'échantillon différentes classes: d'âges de sexe et de revenu (15-25 ans, 26-40 ans, 41-45 ans); le critère sexe a aussi permis d'avoir dans chaque village 4 femmes et 4 hommes, de plus le critère richesse a permis d'inclure dans l'échantillon, au niveau de chaque village, 1 personne considérée comme étant très riche et une personne considérée comme étant très pauvre, et les autres se trouvant dans des situations intermédiaires.

Ce dernier critère est évidemment très subjectif, la richesse étant différemment définie d'un contexte social à un autre. Ceci a donc évidemment introduit quelques biais dans l'interprétation des résultats, mais en fait, ce qui nous intéressait dans le critère de richesse était beaucoup plus la perception des paysans que le contenu même du critère. La répartition des paysans par province est présenté dans le tableau 1.

Instrument de collecte des données

Un questionnaire très léger avait été proposé aux paysans retenus pour les besoins de l'enquête. Outre les caractéristiques démographiques (âge, sexe, niveau d'instruction, situation matrimoniale, nombre d'enfants), les caractéristiques du village (distance au chef-lieu du département, conditions d'accès, population totale, mortalité, natalité, taux d'immigration et d'émigration), la situation de l'agriculture (types de cultures rencontrés, types d'animaux élevés, appréciation des rendements, état des sols) et l'environnement naturel, des questions spécifiques étaient posées sur les

populations rurales face aux problèmes de développement. Ces questions touchaient : les relations ville-campagne, les sources d'information dans le village, les relations avec les services d'encadrement, la perception de la réussite dans la vie, les priorités d'investissement, la perception de la taille de la famille idéale et l'avenir des enfants. Notre réflexion porte uniquement sur les populations rurales face aux problèmes de développement. Les hypothèses formulées sont analysées qualitativement à travers le contenu des réponses et non statistiquement.

Tableau 1 : Répartition des paysans par province

Province	Nombre total	Pourcentage interrogé
Adamaoua	16	1.9
Est	47	5.5
Extrême-Nord	48	5.6
Centre	217	25.4
Littoral	96	11.2
Nord	64	7.5
Nord-Ouest	48	5.6
Ouest	215	25.1
Sud	97	11.3
Sud-Ouest	8	0.9
Total	856	100

Source: Auteur

3.2. Les résultats

Les points de vue paysans :

(a) Place du bien-être matériel et moral dans le développement rural

Le bien-être matériel et moral sont deux notions inséparables dans la vision du développement chez les paysans. Ces deux notions associent à la fois l'équilibre avec l'environnement et l'harmonie avec le groupe social de référence.

Cette hypothèse est vérifiée à travers la perception de la réussite dans la vie par les paysans. Les attitudes sont différentes suivant les classes d'âge. Pour les jeunes, le luxe est primordial: une maison somptueuse, rouler en voiture, une garde robe bien fournie, posséder beaucoup d'argent, etc. Pour cette classe d'âge, pour utiliser leurs expressions, 'l'argent ouvre toutes les portes', 'il renforce l'amitié et l'amour'. Pour les membres les plus âgés, c'est beaucoup plus certaines valeurs sociales qui définissent la réussite dans la vie: être notable dans le village, avoir beaucoup d'enfants, être respecté, participer aux actions collectives, enfin être en harmonie avec Dieu qui donne la vie et la richesse.

D'autres dimensions s'ajoutent pour ceux qui ont une certaine expérience urbaine : avoir un emploi sûr, avoir des maisons en location, être en mesure d'assurer l'éducation des enfants, etc.

La perception de la réussite dans la vie est complétée par d'autres variables en fonction de l'occupation. Pour les agriculteurs et les éleveurs, la réussite dans la vie tient au fait de posséder de vastes étendues sous culture, de grands troupeaux de boeufs, de moutons et de chèvres, et assez d'argent après la vente de produits d'élevage ou de récolte. Réussir dans le commerce est également un signe de succès dans la vie pour ceux des agriculteurs ou éleveurs qui se sont lancés dans cette activité.

En plus des critères énumérés ci-dessus, la réussite dans la vie est conditionnée par la possibilité de subvenir aux besoins de la famille, la possibilité d'apporter du soutien aux membres de la famille élargie, pouvoir soi-même manger à sa faim, être marié et avoir des enfants, pouvoir se faire soigner, etc.

La réussite dans la vie est donc multidimensionnelle. Elle touche différents aspects de la vie de l'individu. Elle est matérielle, cognitive et morale. De façon générale, la réussite dans la vie se définit en relation avec la possibilité de satisfaire à la hiérarchie des besoins de l'individu. Ces besoins varient en fonction de l'âge, de l'occupation, du statut social et de la vision-même que l'individu a de la vie. Quelques besoins régulièrement cités au cours des enquêtes sont les besoins physiologiques (pouvoir manger à sa faim, se soigner sont importants pour les paysans, les besoins de sécurité (avoir un salaire sûr, avoir un logement décent assurent une sécurité matérielle indéniable), le besoin de reconnaissance (être respecté dans son milieu, être notable dans le village, assurent dignité et respect de soi), le besoin d'actualisation personnelle (être à la mode, être au courant des nouvelles idées, être instruit assurent cette dimension), le besoin d'équilibre psychologique (assurer la continuité de la famille, être confiant en Dieu, respecter la coutume, ont été cités plusieurs fois au cours des enquêtes). La réussite dans la vie au vu de toutes ces conditions affecte donc le développement de l'individu dans toutes ses dimensions. Elle dépasse à la fois la possession de l'argent, des biens matériels et le prestige. Elle est également affective dans ce sens qu'il touche l'homme dans ce qu'il a d'humain.

(b) Place de l'agriculture dans le développement rural

L'agriculture occupe une place incontournable dans la vie de l'individu. Elle associe production vivrière et production de rente, mais n'aliène fondamentalement l'individu ni de son milieu social, ni de son environnement naturel. Elle n'est cependant pas une priorité d'investissement.

Cette hypothèse est analysée à travers l'attitude des paysans vis-à-vis des priorités d'investissement dans leurs villages.

L'agriculture dans la majorité des cas est une activité irremplaçable pour la survie des individus et des familles en milieu rural. Bien que pratiquée de façon traditionnelle, elle assure très bien la subsistance des ménages. Elle rapporte des revenus monétaires assez régulièrement quand elle est organisée avec l'appui des structures officielles. C'est le cas pour ce qui est du cacao, du café, du coton et du riz dans différentes régions du pays. Seulement quand elle ne bénéficie pas de cet appui vital des services officiels, comme c'est le cas des productions vivrière et maraîchère, elle devient une activité ingrate. La crise actuelle, due essentiellement à la chute des cours du cacao, du café et du coton sur le marché mondial, a entraîné celle conjointe du prix au producteur en milieu rural. L'agriculture de marché est donc remise en cause, de même que le rôle de l'Etat qui se désengage complètement, Aussi bien de l'encadrement que de la commercialisation des produits de rente et, ne subventionne plus les différentes filières (engrais, insecticides et commercialisation).

Les paysans pensent presque à l'unanimité que l'agriculture n'est pas une priorité d'investissement. Ce sentiment est ponctué par la crise actuelle du secteur agricole. Presque toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que s'ils avaient de l'argent, ils mettraient en priorité l'accent sur l'amélioration des conditions de vie dans leurs villages. Spécifiquement, il s'agirait de l'amélioration de l'habitat (presque tous les paysans interrogés pensent que la construction d'une habitation décente est fondamentale et prioritaire en terme d'investissement), amélioration ou création de structures de santé fonctionnelles, amélioration ou construction de structures scolaires adéquates, amélioration ou création des infrastructures pour désenclaver la plupart des localités, et création de points d'eau potable. L'ouverture de petites unités de commerce (échoppes, débit de boisson) est également citée comme une alternative méritant l'attention. Dans la presque totalité des cas, l'agriculture vient en fin de liste, et avec elle, la possession d'une voiture pour faciliter les déplacements.

Dans cette analyse, les priorités d'investissement ne suivent pas le même ordre d'un individu à l'autre, mais ce qui est évident c'est que l'agriculture n'en est pas une. Il convient donc de signaler le fait que les différents programmes de développement initiés par le Gouvernement à travers les campagnes, ont le plus souvent mis l'accent sur l'agriculture, et très peu sur le développement humain. Il y a donc eu dans ces programmes comme une espèce d'ignorance délibérée des réalités villageoises. L'agriculture oui, mais tout au plus pour les agriculteurs. Il y a eu peut-être inconsciemment amalgame et assimilation de toutes les occupations rurales avec l'agriculture. Les résultats ne se sont pas fait attendre: exode rural, dédain et mépris de l'agriculture, fuite désordonnée des villages, obéissance déguisée aux recommandations tant que les subventions et une attention particulière pouvaient être octroyées, refus de rembourser les crédits accordés pour la promotion de

la production agricole. Conséquence, le désengagement actuel de l'Etat des opérations de développement agricole a été massivement suivi par le désengagement des paysans de la production agricole, et, surtout de l'agriculture de rente.

(c) La place de la famine dans le développement rural

Le développement et la famille ne sont pas incompatibles d'après les paysans. L'un ne se conçoit pas sans l'autre. Toute tendance à la limitation des naissances est donc regardée avec suspicion. Cette hypothèse a été analysée à travers la perception de la taille de la famille idéale et le devenir des enfants.

S'agissant de la taille de la famille idéale, les réponses diffèrent suivant les classes d'âge. Les jeunes générations donnent des chiffres bien précis souvent entre 4 et 6 enfants ou alors entre 3 et 5 enfants. Pour les vieilles générations, c'est plutôt le contraire. Les prises de position sont nettes. Les enfants sont un don de Dieu, il n'est donc pas question de limiter les naissances. Il faut en avoir autant que possible, tant que la mère n'a pas de problèmes de santé, tant qu'elle peut en faire, et suivant la tradition, les enfants sont une richesse. Dieu qui les donne saura toujours comment les nourrir, et comment subvenir à leurs besoins.

Même si la situation n'a pas beaucoup évolué chez les paysans dans les provinces occidentales et septentrionales, et surtout chez les vieilles générations, les jeunes générations en général sont favorables aux foyers monogamiques. Les mentalités ont beaucoup évolué. Cette évolution relève de plusieurs facteurs: la crise économique que vit le pays actuellement et qui a abouti à une très grande chute des revenus chez les paysans, le style de vie qui fait appel à de plus en plus de dépenses monétaires (santé, scolarité des enfants, habillement, mode de vie, etc), l'influence des autres cultures à travers les médias et l'expérience urbaine. La prise de conscience des difficultés de la vie actuelle est plus marquée chez les paysans les plus formés, ceux qui sont ouverts aux idées nouvelles et ceux qui ont suffisamment voyagé. Evidemment ils sont minoritaires dans la plupart des communautés villageoises. Chez les autres, la grande majorité, le sentiment général exprime, la religion chrétienne aidant, que c'est Dieu seul qui est en droit de limiter les naissances, c'est lui seul qui sait et qui décide du nombre d'enfants qu'un couple est en mesure de procréer. L'individu doit donc accepter et assumer cette responsabilité. La notion de Dieu et la perception des décisions divines ne doivent pas être remises en cause. Les programmes de développement doivent de ce fait aider l'individu à assumer son humanité en conformité avec Dieu.

Pour ce qui est de l'avenir des enfants, les paysans interrogés pensent pour la plupart que l'individu est juge suivant sa capacité à assurer l'avenir de ses enfants. Il s'agit en plus de subvenir à leurs besoins, de leur donner une bonne éducation, et de leur léguer plus tard certains biens matériels : des

maisons pour les uns, des terrains immatriculés pour les autres ou pour bien d'autres encore des troupeaux.

Les individus qui réussissent dans ce sens sont hautement respectés dans la communauté, pour leur sens de l'organisation, leur leadership et, occupent souvent des places de notables, de conseillers du chef ou alors, sont tout simplement une référence pour leurs contemporains et surtout pour les jeunes générations.

Conclusion

Cet article montre qu'il y a divergence sur les approches du développement rural entre les structures et organismes de développement par rapport aux paysans en milieu rural.

Pour les structures de développement indépendamment de la philosophie de base, les activités sont centrées autour de l'agriculture comme base du développement, mais alors l'agriculture pour tous, y compris ceux qui ne s'y intéressent pas; et l'agriculture avant tout, au détriment de toutes les autres occupations qui peuvent supporter son développement, au détriment des réalités de l'agriculture paysanne, et au détriment des besoins réels des paysans. De ce fait les programmes de développement rural deviennent des arènes où développeurs et paysans se confrontent pour le contrôle des moyens de production, le contrôle de la main-d'oeuvre, et le partage des bénéfices issus des actions menées.

Dans cette confrontation, illustrée par le fonctionnement des projets de développement tels SEMRY, SODENKAM et ZAPIEST, on constate que les intérêts des projets sont toujours préservés, pour pérenniser leur existence, auprès des populations locales légalement détournées et pour légitimer les actions menées. Dans chacun des cas cités ci-dessus, le glas a sonné pour les paysans avec l'avènement de la crise économique, annoncée officiellement depuis 1987. L'Etat s'est retiré systématiquement dans le cas des ZAPIEST et de la SODENKAM, et, il se désengage progressivement des opérations de production de riz dans le cas de la SEMRY. Entre temps les paysans n'ont pas appris à s'aider eux-mêmes. Les augmentations temporaires des revenus, quand les choses allaient bien, n'ont pas abouti au rétablissement d'un équilibre, rompu avec le village ou le terroir. Ces projets qui ont détourné les paysans n'ont pas pu contribuer au rétablissement de cet équilibre qui d'ailleurs n'a jamais été un souci pour eux.

Il y a donc fondamentalement divergences entre projets de développement rural initiés par l'Etat et conception de ce même développement par les paysans. Pour les paysans, interrogés à travers les dix provinces du Cameroun, le développement rural se conçoit comme:

- 1 - équilibre avec l'environnement et harmonie avec le groupe social de référence, bien-être matériel et intégrité morale;

- 2 - harmonie entre l'agriculture et les autres occupations qui peuvent lui servir de support;
- 3 - compatibilité avec les exigences de la famille, qui doit être préservée en tant qu'institutions.

Les expériences de développement rural en Afrique en général et au Cameroun en particulier n'ont pas favorisé l'harmonie entre l'individu et son environnement (naturel et/ou social). Dans chaque cas connu, cette harmonie a été rompue aussi bien pour les projets qui ont "réussi" que pour ceux qui ont échoué. Au vu des différents points abordés dans cette analyse, il y a lieu de se poser la question suivante : Quel développement rural pour l'Afrique au XX^e siècle?

Bibliographie

- Bunch, R, *Two Ears of Corn: A Guide to People. Centered. Agricultural Improvement.* Oklahoma City: World Neighbour, pp. 236, 1982.
- Engola, O, *Les Riziculteurs survivront-ils au désengagement de l'Etat de l'activité rizicole dans la plaine du Logone?* Atelier International CUDS-ORSTOM des 27, 28 et 29 Avril 1992: 'Crise et Ajustement dans le Milieu rural du Cameroun : Confrontation du Local et du National', 1992.
- Gow, D, D, et al. Local organizations and Rural Development : A Comparative Reappraisal. Washington D C: *Development Alternatives*. Vol. 1, 1979, pp. 7-27, 190-193, 74-94.
- Korten, D C, Organizing for rural Development : A Learning Process. *Development Digest*, Vol. 20, No. 2, pp. 3-30, 1982.
- Tchala Abina F, *The State, The Bureaucracy and Farmers in Rural Development: A case Study of the Social Relations of Production in Selected Development Corporations in Cameroon.* Ph.D. Thesis, Cornell University. Ithaca, New York, USA, 1982.

* Département d'Education, Centre Universitaire, Dschang, Cameroun